Mexique : Walmart face aux revendications syndicales et populaires

dimanche 28 avril 2013, par GODOY Emilio (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2013).

Les syndicats du secteur du commerce des Etats-Unis, du Canada et du Mexique ont pris des mesures pour réclamer que l'entreprise Walmart [1] soit punie par les autorités mexicaines et qu'on lui défende d'ouvrir davantage de magasins dans des sites considérés comme appartenant au patrimoine artistique ou naturel.

« Ce qu'il faut, c'est agir au Mexique même. Nous sommes un peu déphasés par rapport au processus qui se déroule aux Etats-Unis » explique Héctor de la Cueva, coordinateur du Centre non gouvernemental d'enquête sur le travail et Conseil syndical. *« C'est la raison pour laquelle nous allons explorer les moyens de lancer une procédure légale contre l'entreprise avant de considérer un recours aux instances internationales »*.

Le scandale autour de Walmart a éclaté le 21 avril 2012 lorsque le journal *The New York Times* a révélé que cette firme avait versé au Mexique 24 millions de dollars en pots-de-vin entre 2002 et 2005 pour faciliter l'implantation de nouveaux magasins, ce qui constitue une possible violation de la loi états-unienne concernant les pratiques de corruption à l'étranger.

Dans son pays d'origine, le Département de Justice et la Commission internationale du commerce ont mis la firme transnationale sous enquête à partir de décembre 2011, dans le cadre d'un procès qui a déjà coûté des millions de dollars à la Walmart et dont le coût final sera considérable.

L'entreprise Walmart est l'employeur privé le plus important du Mexique. Ses plus de 240'000 travailleurs et travailleuses n'ont pas le droit de former des syndicats ni de réclamer la protection de leurs droits au travail sous peine d'être licenciés. Or, presque 20% des plus de 10'000 succursales de Walmart dans le monde sont implantées dans ce pays.

« Nous sommes très préoccupés par ce scandale, en sachant que Walmart n'a même pas appliqué son propre code d'éthique » a indiqué Eduardo Pérez de San Roman, directeur régional pour l'Amérique du Nord de UNI Global Union [2], dont le siège se trouve à Nyon, en Suisse.

« Nous avons de grandes difficultés à promouvoir la liberté syndicale et de négociation collective dans l'entreprise » explique au journaliste de IPS (Inter Press Service) ce dirigeant de la fédération de syndicats qui représente quelque 20 millions de travailleurs de 1'000 organisations dans 150 pays dans des secteurs tels que le commerce, les institutions financières, les télécommunications et les services postaux.

Uni Global Union, qui mène une campagne pour dénoncer les pratiques de Walmart et a formé un réseau global contre cette firme, a déjà déposé une plainte au Bureau global d'éthique de la chaîne pour non-respect de son propre code.

Malgré le fait que le scandale a été révélé pour la première fois il y a déjà une année, l'enquête mexicaine sur le versement des pots-de-vin n'a progressé que lentement et n'a presque pas donné de résultats. L'ex-Secrétariat (Ministère) de la Fonction publique a révélé le 21 novembre 2012 que les

premières recherches n'avaient pas montré d'irrégularités susceptibles d'encourir des sanctions de la part des hauts dirigeants de l'entreprise dans ce pays.

« Il ne faut pas permettre que Walmart porte atteinte au patrimoine culturel ni au droit du travail. Cette entreprise doit être régulée par l'Etat, ou alors être expulsée du pays » a déclaré au journaliste de IPS le dirigeant Luis Galvez, du syndicat des travailleurs de l'Institut Nationale d'Anthropologie et d'Histoire.

Galvez a participé en 2003 et 2004 à la lutte populaire avortée contre l'ouverture d'un magasin de la transnationale dans un quartier limitrophe à la zone archéologique de Teotihuacan, un des sites emblématiques du pays, situé à quelque 50 km au nord-ouest de la ville de Mexico, dans l'Etat du même nom.

Le magasin est un de ceux où des pots-de-vin ont été versés afin de pouvoir s'implanter. A cette époque, c'est Enrique Peña Nieto du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) – président du Mexique depuis le 1er décembre 2012 – qui était le gouverneur de l'Etat de Mexico (2005-2011).

Les choses se sont passées tout autrement dans la localité indigène de Cuetzalan, dans l'Etat de Puebla, au sud du Mexique. Ici la mobilisation a porté ses fruits, car elle a pu empêcher en 2012 la construction d'une succursale de la transnationale en arguant qu'elle constituait une menace pour le travail local, pour l'agriculture écologique et les coutumes du lieu.

Encouragés par ce résultat, les militants mènent une bataille analogue dans les villes de Xalapa et d'Orizaba, toutes les deux situées au sud, dans l'Etat de Veracruz, où la compagnie états-unienne a l'intention de construire deux succursales. Dans le premier cas, cette construction constitue une menace pour une zone verte. Dans le second, elle porterait atteinte au bâtiment d'un asile construit pendant la décennie des années 1930 et qui présente un intérêt artistique.

Dans le cas de ces deux projets de Walmart, des organisations de la société civile ont demandé aux administrations municipales de refuser le permis de construire et de fonctionner.

« L'extension de Walmart s'est faite au détriment des droits les plus élémentaires des travailleurs et travailleuses, auxquels on interdit de s'organiser librement. Les autorités mexicaines l'ont permis et ont contribué à dissimuler ces faits. Si le Secrétariat du travail voulait agir, il aurait tous les éléments lui permettant de le faire », a souligné Héctor de la Cueva.

Galvez estime qu'il faut fermer la succursale implantée à Teotihuacan. *« [L'affaire des pots de vin] vient s'ajouter à la raison que nous invoquions déjà, à savoir que ce magasin ne devrait pas se trouver dans une zone archéologique. Il faut l'éliminer, parce qu'il représente une offense au Mexique »*

Emilio Godoy

P.-S.

* L'article a été publié par Inter Press Service, Agencias de Noticias, le 24 avril 2013. Traduction A l'Encontre. http://alencontre.org/

Notes

[1] Walmart (nom officiel : Wal-Mart Stores Inc.) est la plus importante transnationale mondiale de la distribution. Elle a été créée par Sam Walton en 1962, dans l'Arkansas ; son fils aîné (Samuel Robson Walton) est actuellement à la tête (président du conseil d'administration) de la firme. Walmart dispose de 10'700 hypermarchés et supermarchés dans 27 pays en 2012 ; dans dix pays, elle a développé le e-commerce. Elle est présente en Chine depuis 1996, pays qui représente, à la fois, un marché en expansion et qui est un des principaux fournisseurs de Walmart. Le chiffre d'affaires pour l'année fiscale 2013 se situe à hauteur de 466 milliards de dollars. Le bénéfice est estimé à quelque 16 milliards de dollars. Walmart emploie 2,1 millions de salarié·e·s à l'échelle mondiale. Walmart met l'accent depuis quelques années sur une charte concernant le respect de l'environnement et le développement durable. Walmart, entre autres, fabriquait des produits textiles dans l'usine qui prit feu en novembre 2012 près de Dacca, incendie qui fit 111 morts.

Walmart dit « enquêter » pour savoir si des fournisseurs se trouvaient dans le Rana Plaza, le bâtiment de huit étages dans la périphérie de Dacca qui s'est écroulé et a fait des centaines de victimes le 25 avril 2013. Cinq ateliers de confection se trouvaient dans le Rana Plaza et 2600 personnes y travaillaient. Cette « enquête » a été annoncée par le porte-parole de Walmart, Kevin Gardner.
Par contre, dans un article écrit par Julikar Ali Manik et Jim Yardley (International Herald Tribune, 26 avril 2013), il est mentionné, sans réserve, que les militants et des personnes qui fouillent les décombres ont trouvé – outre des cadavres – des documents commerciaux indiquant que des ateliers étaient des fournisseurs de Walmart, de même que pour C&A (firme des Pays-Bas), Benetton (Italie), etc. (Réd. A l'Encontre)

[2] Organisation internationale créée en 2000 suite à la fusion de quatre organisations syndicales internationales : la FIET (Fédération Internationale des Employés, Techniciens et Cadres), l'IC (Internationale des Communications, ancienne internationale des PTT), l'IGF (International Graphic Federation) et la MEI (Media Entertainment International). Uni Global Union est membre de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE. (Réd. A l'Encontre)